

## VISITE DE TRAVAIL DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE À EL-TARF

# Un statut particulier pour les 1 400 vulgarisateurs agricoles

«Les textes d'application de la loi d'orientation agricole fixeront les droits et obligations de chacun», a indiqué dimanche dernier le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M. Rachid Benaïssa, lors d'un point de presse en marge de sa visite de travail dans la wilaya.

Toutefois, le ministre n'a pas voulu donner un échéancier précis sur la publication et la mise en œuvre des textes. «A vrai dire, je ne peux fournir une date précise», dira-t-il. Une manière diplomatique de dire que ces textes devront faire consensus en haut lieu.

Par ailleurs, le ministre révélera que pour cette année, «la facture alimentaire pour l'achat de lait et de céréales sera réduite dans une fourchette entre 1,5 et 2 milliards de dollars. Mais nous sommes encore loin du but que nous nous sommes fixé, à savoir l'autosuffisance alimentaire. Pour cela, il faudra encore plusieurs années de travail et de persévérance».

Sur un autre plan, M. Benaïssa signalera que «les 1 400 vulgarisateurs du secteur bénéficieront incessamment

d'un statut particulier. Nous préparons une nouvelle loi pour la vulgarisation agricole. Cette dernière est un domaine qui nécessite la coordination et la collaboration de tous les ministères. C'est un programme pluriel».

Auparavant, le ministre a inspecté, entre autres, dans la commune d'Echatt, l'unité pépinière industrielle pour la production de plants de tomates industrielles appartenant à une exploitation agricole privée, l'exploitation Bentoumi de vigne Pergola, l'exploitation agricole Louabdia Sellami, spécialisée en arboriculture fruitière sise à la commune de Besbes.

A travers ces exploitations privées, le ministre voulait transmettre le message que l'Etat est à la fois un accompagnateur, un partenaire incontournable et un bailleur

de fonds pour aider les privés dans l'expansion des activités agricoles.

Le point d'orgue de cette visite était incontestablement la présentation du projet de réalisation des travaux d'assainissement de la plaine d'El Tarf. Le projet a été inscrit le 4 avril 2009 pour une enveloppe de l'ordre de 354 milliards de centimes.

Ce méga-projet est géré par le ministère des Ressources en eau avec comme maître d'ouvrage délégué l'Office national de l'irrigation et du drainage (ONID).

Réalisé à 83 %, le projet accuse un retard, son impact est multiple, à savoir limiter le temps de submersion des cultures, élargir la gamme des cultures et augmenter leurs rendements, améliorer les conditions de vie des 300 000 habitants et particulièrement la création de 2 400 emplois directs et 4 800 saisonniers. Malheureusement, à travers les propos du ministre, des doutes subsistent encore quant à la

mise en œuvre effective de ce projet.

«Peut-être qu'en 2018, nous aurons le même débat», martèlera le ministre avec un brin d'ironie.

Dans le même sillage beaucoup d'agriculteurs présents ont émis des réserves sur l'utilité d'un tel projet qui «permettra, une fois réalisé, la récupération, aux inondations récurrentes, de 12 415 ha de terre agricole utile» selon les déclarations du DSA.

Cependant, le ministre est apparu satisfait des efforts consentis dans le cadre du PPDR (Programme de proximité de développement rural intégré) qui semble atteindre sa vitesse de croisière dans cette région du pays avec à la clé 154 contrats de performance, après des années d'hibernation, et ce, lors de sa visite du bassin versant du barrage Boulatène.

Le ministre a ensuite procédé à une opération de plantation d'oliviers au niveau du même site.



Photo : Samir Sid

Benaïssa ne donne pas d'échéancier.

Le premier homme du secteur de l'agriculture clôturera son périple par l'inspection respectivement, des chantiers d'exploitation de bois et de régénération naturelle dans la commune de Aïn

El Assel et la visite de la localité de Segleb dans la commune frontalière de Souarrekx pour le programme PPDR, également.

Daoud Allam

## RENTREES SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE ET RETOUR DES PÈLERINS

# Les facteurs de propagation de la grippe A/H1N1

Les rentrées scolaire et universitaire, le retour des pèlerins des Lieux saints de l'Islam ainsi que la saison automnale et hivernale sont des éléments qui favorisent la propagation de la grippe A/H1N1 au sein de la population.

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Selon le professeur Mesbah, membre du Comité national de veille et de suivi de la pandémie, il y

aurait un risque majeur d'apparition de nouveaux cas de cette grippe dans notre pays dans les prochains jours, notamment lors du retour des pèle-

rins de La Mecque. Jusqu'à aujourd'hui notre pays a enregistré 49 cas de grippe A/H1N1, le dernier contaminé étant une personne qui revenait de la Omra. Mais l'Algérie s'est déjà prononcée : «La grippe porcine ne pourra pas annuler le hadj». Rassurant, le professeur, qui est intervenu

hier lors du 10<sup>e</sup> Forum national de formation médicale continue, dira que l'Algérie a renforcé le dispositif de suivi et d'accompagnement des pèlerins. Ils seront donc tous vaccinés contre la grippe saisonnière.

Selon le professeur, un plan d'action a été mis en place pour cela au niveau du ministère de la Santé et de la

Réforme hospitalière. Cependant, quand bien même l'équipe médicale qui accompagnera les pèlerins serait «dotée de tous les moyens nécessaires pour protéger les Algériens contre une éventuelle contamination», cela suffira-t-il pour agir contre cette pandémie à grande propagation ? L'Algérie a certes fait une commande de 65

millions de doses de vaccins, mais le vaccin n'est toujours pas autorisé à la commercialisation.

A l'approche de la saison hivernale, où le virus grippal profite des conditions environnementales pour circuler d'une manière efficace, notre pays dispose uniquement de traitement antiviral.

S. A.

Publicité

## OFFICE PUBLIC DES VENTES AUX ENCHÈRES

**Maître Lamali Ramdane, commissaire-priseur**

Rue des Chouhada Azazga-Centre -

Tél. : 026 34.32.40 - Mobile : 06 61.66.32.64

### AVIS D'ADJUDICATION

Il sera procédé le mardi 13/10/2009 à 10h30 mn à la salle de délibération de la commune de Tizi-Ghenif à l'adjudication au plus offrant d'une période d'une année des biens situés sur le territoire de la commune de Tizi-Ghenif désignés ci-après.

Droits de place de stationnement, la mise à prix est fixée : 3 500 000,00 DA

Abattoir : Mise à prix est fixée à 800 000,00 DA.

- Retrait obligatoire du cahier des charges contre paiement de 1 000,00 DA pour un cahier. - Demande d'admission légalisée - Extrait de rôles apuré - Un casier judiciaire - Un certificat de moralité et de solvabilité - Fiche de résidence - Photocopie de la pièce d'identité légalisée - Photocopie légalisée du registre de commerce (adjudication des marchés) - Un chèque de garantie visé par les services bancaires représentant 20% de la mise à prix libellé au nom du trésorier intercommunal de Tizi-Ghenif, espèces non tolérées.

Les dossiers de participation devront être déposés auprès du commissaire-priseur.

**Le commissaire-priseur**

## Le vaccin contre le papillomavirus inexistant

Malgré les maintes propositions des professionnels auprès du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, pour l'introduction du vaccin contre le papillomavirus, ce vaccin n'existe toujours pas dans notre pays.

C'est ce qu'a souligné hier le professeur, Bouzid, chef de service au Centre Pierre et Marie Curie à l'hôpital Mustapha Pacha.

A l'origine de 75 % des cancers du col et de 30 % du cancer de la tête et

du cou et des 50 % de l'organe de l'homme, ce virus, se propage sans être pris en charge.

Selon le professeur Bouzid, la seule prévention existant actuellement dans notre pays demeure le dépistage qui est une prévention secondaire. Or, les femmes ont parfois recours au dépistage lorsqu'il est déjà trop tard par elles.

«Le vaccin peut sauver plusieurs vies mais la tutelle estime qu'il coûte très cher», a précisé le professeur.

S. A.